

Relance économique et sociale des communautés locales en milieu rural à travers l'expérience des SADC

Hélène Simard

Volume 8, Number 2, Fall 1995

Les pratiques sociales des années 60 et 70

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/301336ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/301336ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Les Presses de l'Université du Québec à Montréal

ISSN

0843-4468 (print)

1703-9312 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Simard, H. (1995). Relance économique et sociale des communautés locales en milieu rural à travers l'expérience des SADC. *Nouvelles pratiques sociales*, 8(2), 175–180. <https://doi.org/10.7202/301336ar>



Relance économique et sociale des communautés locales en milieu rural à travers l'expérience des SADC

Hélène SIMARD
Directrice générale
Réseau des SADC du Québec

Texte d'une présentation faite au colloque sur «L'appauvrissement des communautés locales» tenu le 8 avril 1995 à l'Université du Québec à Montréal. Ce colloque avait été organisé par NPS en collaboration avec la revue *Coopératives et développement* et le magazine *Convergences*.

Les Sociétés d'aide au développement des collectivités (SADC) sont un lieu de concertation, de partenariat au niveau local. Ces organismes d'animation du développement et de soutien à la mise en place et à la consolidation d'entreprises sont issus du regroupement des Comités d'aide au développement des collectivités et des Centres d'aide aux entreprises. Leurs opérations sont financées par le programme gouvernemental de développement des collectivités et elles bénéficient d'un fonds de capital de risque (autour de 1,5 million de dollars qui appartiennent au milieu) pour faire des prêts de 5 000 \$ à 75 000 \$. Les SADC œuvrent dans 55 territoires équivalant à une ou deux MRC. Ces territoires aussi diversifiés

que dispersés au Québec ont en commun des symptômes majeurs de dévitalisation. Pour contrer cette dévitalisation, elles misent sur la mise en commun d'une stratégie de relance non sectorielle et sur l'appartenance.

À la suite de l'épuisement de leurs ressources naturelles, dans une économie qui n'est plus génératrice d'emplois et dans un appauvrissement constant, plusieurs collectivités se sont retrouvées piégées dans ce cercle vicieux de la dévitalisation. La détérioration de la structure d'emploi a entraîné l'exode des jeunes, qui a entraîné à son tour le vieillissement de la population et son appauvrissement. La démobilisation et la perte de confiance dans son milieu, la faible scolarité, une mentalité de plus en plus attentiste et la dépendance sont quelques-uns des symptômes de ce déclin. Peu à peu apparaissent dans le paysage les signes de cette dévitalisation : fermeture de services, bâtiments industriels ou commerciaux placardés, terres en friche !

Mais au-delà de ces indicateurs négatifs, il y a aussi un territoire d'appartenance. C'est aussi le territoire de notre histoire et celui de nos communications, le territoire de nos engagements sociaux, de nos traditions. Donc pas facile de s'y reconnaître, si on n'est pas de la «place»... et pas toujours évident par rapport aux limites administratives et aux découpages des multiples programmes et services gouvernementaux. Pour les SADC, en règle générale, le territoire se définit autour d'un bassin d'emploi, c'est-à-dire un territoire correspondant au marché du travail local, la distance que l'on est prêt à parcourir pour occuper un emploi.

L'appartenance au territoire rend impossibles des stratégies de développement technocratiques telle celle du BAEQ à la fin des années 60. Vider des paroisses parce qu'elles ne sont plus viables paraissait très logique : cela s'est pourtant révélé une des pires erreurs de notre histoire du développement.

Un autre scénario, plus en vogue actuellement, projette que le problème va se régler par le désengagement et le pelletage de factures : incapables de faire face à ces nouvelles responsabilités, les citoyens vont d'eux-mêmes mettre la clé dans la porte de leur communauté.

Ce scénario se voit contrecarré par une autre vision : celle qui dit que les collectivités rurales vont avoir l'avenir qu'elles se donneront elles-mêmes, celle qui déclare que La Guadeloupe est à 3 heures de Montréal et à 12 heures de Singapour, que le village de Saint-Cyprien a une vocation toute particulière d'accueil pour les personnes à mobilité réduite, que la personne, et non les ressources minières, est la force du développement en Abitibi-Témiscamingue. Dans une étude sur les indices de développement des régions du Québec, la Confédération des Caisses populaires et d'économie Desjardins déclare : «[...] La capacité de se développer

existe bel et bien pour toutes les régions du Québec. Les cas de sous-développement ne révèlent pas l'absence de potentiel, mais témoignent plutôt de la nécessité de nouveaux mécanismes.»

Mais pour en arriver à mettre en place ces nouveaux mécanismes, il faut élaborer une nouvelle façon de travailler ensemble sans nier que les intérêts sont parfois divergents. Il faut donc faire consensus sur une vision commune de l'avenir de notre collectivité et sur la façon d'arriver à se donner cet avenir.

Si cet exercice semble simple sur papier, il est beaucoup plus complexe dans la réalité : les conflits politiques, les problèmes interpersonnels, les vieilles habitudes de fonctionnement, la dépendance aux mots d'ordre et aux politiques déterminées de l'extérieur, tant pour les grandes entreprises, les partis politiques que pour les programmes gouvernementaux, sont autant d'embûches. De plus, il ne faut pas nier les divergences d'intérêts qui existent entre les personnes et groupes d'une collectivité. En ce sens, la communauté d'intérêts n'est pas évidente entre les travailleurs et les patrons, entre la santé communautaire et l'industrie polluante du secteur, entre l'industriel des usines de transformation de poissons, les travailleurs et les pêcheurs, etc.

Dans l'exercice récent pour fusionner les Centres d'aide aux entreprises et les Comités d'aide au développement des collectivités, chacune d'entre elles devait se donner un conseil d'administration démocratiquement nommé par une assemblée générale et représentatif au point de vue sectoriel, géographique et groupe cible. Les luttes de pouvoir pour éliminer ou surreprésenter certains secteurs, certaines catégories de citoyens, pour concentrer la représentation dans un seul lieu, pour ne pas tenir compte de certains acteurs moins liés au domaine économique traditionnel, ont été vives et parfois virulentes.

Cela nous a montré qu'un lieu de concertation et de partenariat est un lieu de pouvoir dans une collectivité et que la vision du pouvoir est encore une vision de contrôle et non de partage des informations et des stratégies. À la fin de l'exercice, le défi de faire des Sociétés d'aide au développement des collectivités un lieu de rencontre et d'intégration de toutes les dimensions du développement, tant culturel que social, économique et environnemental, est en partie atteint.

Mais ce n'est pas une structure qui fera le développement. Quand une communauté peut profiter du soutien d'un organisme dont la finalité n'est pas de faire le développement mais de favoriser sa prise en charge par le milieu, on voit émerger de nouvelles façons de faire et apparaître la complicité nécessaire entre les acteurs du développement.

La sensibilisation au développement pour les petites collectivités de la Côte-Nord, la semaine du développement local à La Sarre, la mise en place d'un service de médiation pour contrer les fermetures d'entreprises en Matawinie, le soutien et l'animation de programmes tels que «Place aux jeunes» pour contrer l'exode des jeunes de nos territoires, l'alliance du culturel, des loisirs et du tourisme pour le développement de petites municipalités dans le Kamouraska, un secrétariat de mise en marché pour mettre en relation les entreprises qui produisent et celles qui consomment, à Pabok, sont quelques-uns des centaines de projets que se donnent les milieux pour contrer la dévitalisation.

Différents projets, mais aussi différentes approches : mise en place et soutien de comités locaux dans des villages au Lac-Saint-Jean ; journées de la solidarité dans Bécancour-Nicolet ; Salon des inventeurs et patentoux à Val-d'Or et à Gaspé pour revaloriser les créateurs locaux et le goût de l'innovation ; journée annuelle de bilan et de concertation des organismes de la région d'Arthabaska, voilà quelques-unes des approches illustrant l'imagination déployée par les collectivités pour susciter plus de développement et moins de dépendance.

Le fil conducteur des projets collectifs consiste dans les choix faits par le milieu en fonction d'une analyse des forces et des faiblesses de ce milieu et de ses potentialités, soit une démarche de planification stratégique.

Le point de départ est une bonne connaissance du milieu ; le plus grand nombre et la plus grande diversité d'acteurs doivent s'impliquer dans le portrait de famille.

L'expérience des SADC, après plus de sept ans pour les plus anciens, nous a éclairés grandement là-dessus : les collectivités qui ont acheté d'une firme une belle étude en 300 pages avec graphiques, tableaux, etc., n'ont pas réussi avec cet outil à se donner une vision de leur milieu. Si ces études peuvent être grandement utiles, elles ne peuvent remplacer la prise de parole et la prise de conscience des personnes. L'expérience des mini-sommets des villages de La Doré, de Le Bourget et de bien d'autres ont porté beaucoup plus de fruits que ces études clés en main.

Et si tout le monde au début a répondu sagement à la commande des gestionnaires de programmes de produire une planification stratégique, peu ont réussi à en faire un outil intégré et utile d'actions stratégiques. L'expérience aidant, un virage s'est amorcé en 1990 et l'outil est redevenu un outil et non une fin en soi. L'exercice n'avait pas été vain, puisqu'on avait pu réaliser à quel point un exercice technique ne rallie pas et ne crée pas le développement.

Une planification que personne ne lit, que les décideurs politiques ne consultent pas et qui, somme toute, ne change rien aux rapports de forces traditionnels. Cherchons l'erreur ! Nous la trouverons dans cette cohérence non encore atteinte, et peut-être inaccessible, qu'aucune planification ne donnera à la réalité des pouvoirs et des dynamiques des milieux.

L'autre faiblesse de l'exercice, c'est la concentration du pouvoir. Ce n'est pas parce qu'un exercice met en relation autour d'un conseil d'administration des acteurs de divers secteurs que, par pensée magique, ils cesseront de penser de façon sectorielle ou de défendre des intérêts corporatifs. Il faut donc apprendre à penser autrement : le conflit et les divergences ne sont pas des obstacles à la concertation. Ils sont le reflet de réalités qu'il faut savoir dépasser quand les enjeux sont cruciaux pour notre milieu. Le mouvement agricole et le monde municipal n'ont pas à être d'accord sur tout pour se mobiliser sur le problème de la survie d'une école ; la chambre de commerce et les organisations communautaires peuvent trouver un terrain commun autour du maintien des jeunes en région ; les caisses populaires et les syndicats peuvent faire front commun pour la création d'emplois locaux.

Le changement sera le pain quotidien des années à venir. Sommes-nous capables d'envisager les changements qui arrivent sans nous replier sur les acquis à conserver ? Les participants des États généraux du monde rural l'ont compris : le laisser-faire, c'est la mort lente, mais la mort certaine.

Sommes-nous capables de nous donner un autre modèle de développement économique que celui de faire plus que les Japonais pour moins cher que les Mexicains ?

La société idéale n'existe pas plus en région rurale qu'en milieu urbain. Nous faisons face à de nouvelles réalités qui ont atteint un état endémique : le nombre d'exclus du marché du travail dépasse la fiction, les politiques gouvernementales ont suscité une explosion du travail au noir divisant nos collectivités, la crise de l'État provoque sous des couverts de rationalisation des réorganisations dignes des plus belles heures du centralisme, la mondialisation présentée comme la solution à la crise de la croissance de l'économie nous effraie tous.

En voulant instaurer une pratique différente du développement, nous faisons le pari que nos collectivités ont un avenir. Mais cette pratique différente est encore à inventer avec la participation de tous. Elle fait peur tant à l'extérieur, où les velléités de contrôle sont nombreuses, qu'à l'intérieur des organisations où il faut affronter l'angoisse concurrentielle d'une période où la lutte pour la survie financière des organisations sera de plus en plus vive. Il faut apprendre à soutenir, animer, supporter, susciter sans

décréter de modèle unique et incontournable et reconnaître que nous ne sommes qu'une pièce dans l'ensemble des mécanismes à mettre en place pour qu'ensemble on reparte la roue dans le sens de la revitalisation et du développement pour tous.